

SOMMAIRE

Edito

Maison du Monde

Programme du FSM (Forum Social Mondial) étendu à l'Essonne

Développement

L'agriculture familiale au Brésil
La Grèce un espoir pour l'Europe ?

Droits humains

Débat RESF : Lycéens sans papiers
La Marche mondiale des femmes

Méditerranée

Solidaires des prisonniers
politiques palestiniens

Citoyenneté

Débat sur l'intégration en France

Courrier des lecteurs

Un autre idéal à proposer

Cafés de l'actu

Osez le féminisme
Le 7 avril : Le FSM de Tunis

Aux croisements du monde

Violences faites aux femmes

Agenda

La Lettre de la Maison du Monde

éditée par

La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration

509, Patio des Terrasses

91034 Evry Cedex

Tél : 01-60-77-21-56

Fax : 01-60-78-55-33

Email : contact@maisondumonde.org

site web : maisondumonde.org

Imprimé par nos soins

édito

Dans les filets de Boko Haram, de Daesh, d'AQMI, d'Al Qaïda... le monde se perd en violences et crimes de guerre

Petites filles transformées en bombes vivantes explosant dans des marchés, femmes enlevées ou égorgées dans leurs villages, chrétiens décapités, musulmans paisibles mutilés par des

fanatiques, jeunes filles raflées dans leurs écoles par centaines et condamnées à l'esclavage sexuel par leurs bourreaux, familles sommées de renier leur religion sous peine de mourir, villages brûlés, villes bombardées... Les cortèges d'injustices, de crimes et de souffrance perpétrés n'en finissent plus d'assombrir notre actualité quotidienne.

A quelques semaines d'une élection à haut risque au Nigéria, le pire peut encore arriver pour les lycéennes chrétiennes séquestrées de Chibok et bien d'autres filles du Nigéria dont la principale clé pour sortir de la misère est cette soif de savoir.

Le Moyen Orient et l'Afrique subsaharienne ont perdu leurs marques et leur âme dans des luttes acharnées au cœur d'Etats voyous ou de pouvoirs verrouillés qui se sont délités au fil de corruptions entretenues, d'alliances indignes, de trahisons, d'interventions internationales éparpillées et parfois de silences complices de « grandes puissances » qui exacerbent des esprits fragiles gagnés par un fanatisme sur fond de revanche.

Ce ne sont pas des faits divers mais des crimes insoutenables en forme de génocides qui n'osent pas encore se dire qui défilent de jour en jour sur nos écrans, sans même plus de mention pour écarter les enfants petits et qui pourtant se multiplient pour se transformer en décomptes morbides comme des statistiques ordinaires.

A l'heure où pas un habitant dans cette prison à ciel plombé qu'est Gaza ne peut se déplacer sans qu'un drone le surveille ou le cible, nous avons peine à croire que rien ne peut être fait au

Nigéria, en Libye ou en Syrie pour faire cesser ces crimes de guerre et mettre un coup d'arrêt cette spirale infernale destructrice. Comment imaginer que plus de 200 filles aient pu se volatiliser et soient cloîtrées ensemble en pleine nature, que leurs agresseurs nous envoient des photos mises en scène affichant dans un espace découvert leurs visages tourmentés et perdus, sans qu'aucun satellite espion n'ait pu les identifier.

Aussi nous sommes en droit d'interpeller pour savoir, pour comprendre, avoir des clés sur le pourquoi d'un tel désastre, pour donner aux mots la force du droit et toute l'exigence et donner aux peuples l'énergie nécessaire pour arrêter ce désastre.

Aujourd'hui à qui profitent ces crimes ? A des bandits de grands chemins et des enfants « soldats » ou à de simples petits voyous, utilisés à de basses œuvres, ou surtout à des pouvoirs corrompus qui ont maintenu leur autorité par la force et une violence répressive, muselant toute opposition, et qui ont engendré au fil du temps de terribles bourreaux, de grands criminels contre l'humanité.

Faut-il taire plus longtemps les crimes d'une armée nigériane spécialisée des années durant en répressions sanglantes avec le soutien de milices civiles d'auto défense maintenant passées de l'autre côté de la terreur ?

Nous revendiquons le droit de ne plus subir cette violence par images interposées sans pouvoir exiger de ceux qui nous gouvernent des réponses à nos questions. Nous avons bien su nous lever pour les crimes de Charlie et de l'Hyper Casher. Combien de morts faudra t il encore, de filles violées et de familles égorgées au Nigeria, au Cameroun, au Tchad, au Niger... pour que nous agissions pour la paix retrouvée dans ces « là bas » qui nous concernent tous.

café de l'actu

mardi 7 avril 18h30

à la Maison du Monde d'Evry

Retours du Forum Social Mondial (FSM) de Tunis

avec Myriam Heilbron, présidente de la Maison du Monde, de retour de Tunis

FORUM SOCIAL MONDIAL DE TUNIS ÉTENDU EN ESSONNE

Vendredi 20 Mars à 18h :

"Pour les patrons, tout est bon dans le Macron ? "

Débat organisé par la CGT de l'Essonne avec Gérard Filoche

Maison des Syndicats d'Evry

Samedi 21 Mars de 14h30 à 18h :

Conférence sur le gaz de schiste en France et au-delà

Organisée par le Collectif Non aux Gaz de Schistes 91

Maison des Syndicats d'Evry

Mardi 24 Mars à 20h30

"10 cinéastes contre le racisme ordinaire "

Dix réalisateurs pour dix films courts. Des horizons et des profils très divers : les jeunes et les plus anciens ; ceux qui souvent dans l'exercice de leur art parlent de l'intolérance et ceux qui se penchent sur le sujet pour la première fois.

Ciné-Débat organisé par la Maison du Monde

Maison du Monde

Mercredi 25 Mars à 19h :

" La financiarisation de la protection sociale et la dette des caisses de sécurité sociale. "

Conférence débat avec Olivier Nobile, responsable de la commission protection sociale de l'UFAL (Union des Familles laïques) et Pascal Franchet, auteur du rapport sur la dette de la sécurité sociale, Membre du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde)

Organisé par Attac Centre Essonne

Maison des syndicats

Vendredi 27 Mars :

"La liberté d'expression pour les médias libres"

Forum Mondial des Médias Libres de Tunis étendu en Essonne

Ateliers/Conférence-débat ouvert aux lycéens et tous publics

• De 13h50 à 15h50 pour les ateliers:

- atelier "écriture d'articles de presse" organisé par Essonne Info et la Ligue des droits de l'Homme

- atelier "web radio" organisé par Canopé

- atelier de Graphes avec un spécialiste local proposé par la Maison du Monde

- atelier vidéo avec la participation d'un professionnel proposé par la Maison du Monde

• De 16h à 17h30 : Conférence débat avec la participation d'un journaliste (*sous réserve*)

Organisé par la Maison du Monde et Canopé

Lycée Georges Brassens de Courcouronnes

La Maison du Monde

509, patio des Terrasses – 91034 Evry Cedex

Tél : 01 60 77 21 56

www.maisondumonde.org

contact@maisondumonde.org

www.facebook.com/maisondumonde

LES LIEUX PARTENAIRES

Maison du Monde : 509 Patio des Terrasses - Evry

Maison Départementale des Syndicats : place des terrasses - Evry

Lycée Georges Brassens: 8 rue Georges Brassens - Courcouronnes



L'AGRICULTURE FAMILIALE BRÉSILIENNE AU SERVICE DE LA RESTAURATION COLLECTIVE.

Nous sommes dans l'**Etat du Rio Grande do Sul** (capitale : Porto Alegre). Nous sommes accueillis par le syndicat des travailleurs ruraux de Santo Antonio da Patrulha. Après 3 semaines de visites aux contacts des paysans de cette région, nous souhaitons vous faire partager les initiatives mises en place pour favoriser le maintien de l'agriculture familiale.

L'agriculture familiale brésilienne : un concept bien encadré



Le Brésil est un pays connu pour ses fortes inégalités (sociales, économiques...). Afin de satisfaire l'ensemble des acteurs agricoles (grands exploitants industriels et petits paysans), il existe aujourd'hui 2 Ministères de l'agriculture.

Le ministère dit de l'agro-industrie qui s'intéresse uniquement en réalité aux attentes des grands exploitants agricoles qui font la force du Brésil sur le marché mondial (vente de soja, maïs, sucre en partie transgénique). De l'autre côté, on trouve le Ministère du Développement Agricole dédié uniquement aux petits paysans de l'agriculture familiale. Ce second ministère a des moyens bien plus réduits. L'agriculture familiale est donc encadrée par des lois qui permettent aux petits paysans d'être reconnus comme agriculteurs familiaux. Les principaux critères sont :

- 80 ha maximum,
- main d'œuvre principalement familiale,
- et plus de 50% du revenu issus de l'activité agricole.

Ainsi aujourd'hui, sur la commune de Santo Antonio, plus de 1000 paysans sont définis comme agriculteurs familiaux. Cette appartenance à l'agriculture familiale leur permet d'accéder à certaines aides et à des projets qui leur sont réservés. Les syndicats des travailleurs ruraux sont là pour les défendre et accompagner dans leurs démarches administratives qui sont très lourdes pour des gens qui parfois ne savent ni lire ni écrire.

Notons cependant que ce concept « d'agriculture familiale » aujourd'hui ne fait aucune différence selon le mode de production (conventionnel ou biologique), ni le mode de commercialisation (circuits longs ou circuits courts).

Des projets en faveur du développement de l'agriculture familiale : l'approvisionnement de la restauration collective scolaire brésilienne !

Les politiques ont de tous temps eu un impact fort sur le modèle agricole développé. L'Europe en est un bel exemple aujourd'hui, avec certaines politiques plutôt incitatives à s'orienter vers l'agrandissement des exploitations au détriment de la qualité de vie des paysans, de la transmissibilité des exploitations et de la qualité des produits.

Au Brésil, le gouvernement fédéral encourage le maintien de l'agriculture familiale en obligeant que **30% minimum de la valeur des produits consommés dans la restauration scolaire en proviennent**. Des marchés publics sont faits afin de voir dans quelles mesures les paysans de

chaque commune peuvent approvisionner les restaurants scolaires. Sur la commune de Santo Antonio da Patrulha, il y a environ 50 écoles qui aujourd'hui sont approvisionnées par un groupe de 20 paysans. De ce fait, plus de 55% du montant des produits consommés sont aujourd'hui issus de cette agriculture locale. Les principaux produits sont : les haricots (très largement consommés au Brésil), le sucre, le miel, les bananes, le manioc, les oignons, les betteraves, le riz...

La municipalité très fortement impliquée dans ce processus organise cet approvisionnement. Un travail étroit est réalisé avec le Syndicat afin d'identifier les agriculteurs, planifier la production et organiser la distribution.

Pour le producteur, la restauration scolaire est un débouché sûr, car il peut planifier sa production. Le montant des ventes est limité à 7 000€ par an pour assurer une répartition de ce marché entre le plus de producteurs possible.

Aujourd'hui, la grande difficulté est le manque de produits car la tradition de la région est la production de canne à sucre, l'élevage et le riz. Il est difficile pour les agriculteurs de se tourner vers la production de fruits et légumes par manque d'appui technique disponible et de volonté.

En parallèle de cet approvisionnement, la commune de Santo Antonio développe des actions de sensibilisation pour améliorer les habitudes alimentaires des petits Brésiliens et leur faire découvrir les modes de production associés à chaque produit.

Ces initiatives brésiliennes rencontrées nous incitent à faire un parallèle avec la situation française.

Aujourd'hui, il n'existe pas de définition de l'agriculture familiale au niveau de la législation française, malgré que l'année 2014 fût l'année mondiale de l'agriculture familiale. Pour cela, nous nous tournons vers l'agriculture paysanne, définie par la Confédération Paysanne, qui utilise une étude systémique de l'exploitation (environnement, social, local, durable...).

Il est clair que l'approvisionnement de la restauration scolaire française par une agriculture locale et plus respectueuse de l'environnement ne peut se développer sans l'appui de politiques fortes. Aujourd'hui, l'utilisation de marchés publics qui ne prend pas en compte la dimension de produits locaux de qualité est un frein majeur à ce développement.

Céline et Maxime

Pour plus d'information :

<http://devenirpaysan.wix.com/devenirpaysans>



LA GRÈCE, UN ESPOIR POUR L'EUROPE ?

Les élections législatives grecques qui se sont déroulées le 21 janvier 2015, ont donné une éclatante victoire à SYRIZA, un mouvement politique de gauche, sur la base d'un programme anti-austérité, anti-corruption et de plus grande justice sociale ; elles ont soulevé chez les peuples d'Europe un vent d'espoir et d'inquiétude ... espoir de voir surgir enfin une autre politique européenne, fondée sur une plus grande solidarité et un recul de l'emprise de la finance sur les destins des peuples européens, mais inquiétude sur la capacité de la Grèce – seule ! – à infléchir le cours de l'Histoire. C'est ce questionnement que le Collectif Méditerranée, de la Maison du Monde à Evry, a entendu aborder avec Roxanne Mitralias, sociologue et militante SYRIZA, lors d'une conférence-débat organisée le 5 mars 2015 à 19h30 à la Maison des Syndicats d'Evry.

Après une brève présentation par Marie-Odile Desbonnet, du Collectif Méditerranée, et de Didier Brisebourg, d'ATTAC Centre Essonne, Roxanne déroule son intervention sur trois axes essentiels :

- La situation de la Grèce à la veille des élections législatives du 21/01/2015,
- L'analyse des élections législatives,
- Les perspectives d'évolution suite aux négociations avec la Commission Européenne.

1/ la situation de la Grèce à la veille des élections législatives

La dette grecque née de la crise des subprimes, en 2007-2008, est, par ailleurs, en grande partie illégitime car il s'agit de la dette du régime des colonels, des projets inutiles, des dépenses militaires, des jeux olympiques et de la compensation de la baisse des impôts sur les sociétés et les revenus élevés (exemple des armateurs grecs qui bénéficient de plus de 50 niches fiscales).

Les plans de sauvetage initiés par la Troïka n'ont servi qu'à sauver les banques et imposer au peuple grec une austérité sévère. Ils consistent à contracter de nouvelles dettes pour payer les anciennes et ont permis à la dette globale de passer de 120% à 180% du PIB entre 2010 et 2014, avec un service de la dette qui a atteint 20% du budget.

Ce qui a entraîné une profonde récession dans le pays avec une réduction d'environ 24% du PIB, et un impact social et environnemental sans précédent, notamment : baisse des salaires de 50% avec un SMIC de 480 euros, hausse du chômage à environ 27 % de la population active (58% chez les jeunes), apparition de phénomènes tels que le développement de l'émigration (environ

300 000 jeunes auraient quitté la Grèce) ou le retour à la terre, recul de l'espérance de vie (1/3 de la population est sans couverture santé), menaces sur l'environnement avec la privatisation de la gestion des déchets, de l'eau, du littoral, de la forêt et des ressources minières.

Seuls l'Eglise, les armateurs et certains entrepreneurs, qui ne paient pas d'impôts mais qui profitent des privatisations et de la corruption généralisée, tirent leur épingle du jeu.

La réaction de la population grecque se traduit par une amplification des



mouvements sociaux (grèves, manifestations des indignés,...) qui touchent de plus larges catégories sociales, le développement d'expériences nouvelles telles que l'autogestion ou des mouvements coopératifs qui tendent à se situer en dehors du marché, ainsi que des luttes écologiques très virulentes.

La réponse du gouvernement PASOK (Parti Socialiste Grec) a été un durcissement de la répression, une censure des media ainsi que la reprise des thèmes chers à l'extrême droite (Aube Dorée) tels que l'immigration, les personnes séropositives, etc. comme boucs émissaires à la crise. Les élections législatives arrivent comme un débouché politique.

2/ Nouvelle configuration politique liée aux résultats des élections législatives

Répartition des voix :

Syriza : 36,34%,
Nouvelle Démocratie : 27,81%,
Aube Dorée 6,28%,
Potami : 6,05%,
Parti Communiste : 5,47%,
Grecs Indépendants : 4,75%,
Pasok : 4,58%.

Syriza prend près de 10 points par rapport aux élections législatives de 2012 (27%) alors que le Pasok, qui dirigeait le pays, s'effondre. Malgré tout, le nombre de sièges obtenu (149) ne lui permet pas d'avoir la majorité absolue (151) au gouvernement et il a dû contracter une alliance pour gouverner.

Syriza a préféré s'allier à un petit parti souverainiste de droite (ANEL) avec lequel il a des divergences importantes sur certains droits sociaux (homosexuels, immigrés) ou les rapports avec l'Eglise, mais le socle de l'alliance reste une ligne claire vis-à-vis de la lutte contre

l'austérité - augmentation du SMIC à 751 euros, arrêt des privatisations, mesures favorables aux personnes endettées et protection de la résidence principale, etc. - et de la gestion de la dette.

3/ Négociations avec la Commission Européenne et perspectives

Les élections sont intervenues à un moment critique, soit à la fin du plan d'aide européen dont l'échéance était le 28/02/2015. Sans nouvel accord, les banques grecques risquaient une pénurie de liquidités, surtout que, dans le même temps, on a assisté à un phénomène de retrait de sommes importantes à l'annonce des résultats des élections (de 40 à 100 milliards d'euros selon les sources).

Les négociations ont été, par conséquent, extrêmement tendues avec un triple chantage à la clé : faillite bancaire, sortie de l'Euro ou renoncement aux engagements électoraux. Le texte qui a été signé prolonge l'accord de prêt de 4 mois, au lieu des 6 mois demandés par le gouvernement grec, et l'argent disponible (11 milliards d'euros) sera utilisé pour capitaliser les banques et non pour mener des politiques sociales. De plus, cet argent ne sera versé qu'après évaluation du programme de mesures sur lequel s'est engagé le gouvernement grec.

L'accord est très controversé... Certains pensent qu'il va dans le sens des engagements de Syriza puisque la liste de mesures proposées par le gouvernement grec comprend les principaux éléments : protection des résidences, lutte contre la fraude fiscale et la corruption, réforme de l'Etat, etc., tandis que d'autres estiment que l'accord est une continuation des précédents mémorandums puisqu'il ne remet pas en cause le programme de privatisations.

Fallait-il menacer de sortir de l'Euro ? Cette alternative est porteuse de plus de dangers que le contraire. Outre le fait que la Grèce n'a pas grand-chose à exporter, cela ne résout pas le problème de la dette qui doit être remboursée. Le déficit actuel de la balance commerciale risque de s'aggraver, car 30 ans de marché unique et de PAC ont détruit l'agriculture et l'industrie grecques, avec des conséquences humanitaires qui pourraient être très graves.

Deux scénarios positifs peuvent être envisagés :

- La lutte contre la fraude fiscale pourrait ramener 7 milliards d'euros, ce qui pourrait permettre de financer certaines mesures sociales et crédibiliser l'action du gouvernement.

- L'activation de la commission d'audit de la dette grecque pour faire ressortir la part illégitime de cette dette et refuser de la payer ; la menace d'annulation unilatérale de la dette illégitime peut être un argument très fort de mobilisation et de pression sur les créanciers.

Pour cela, la Grèce a besoin d'un soutien

d' autres pays européens et d'une mobilisation importante autour du scénario d'un audit des dettes européennes, pour lever la pression et le chantage exercé sur le seul peuple grec et inverser le rapport de forces en faveur d'une Europe plus solidaire.



4/ Débats

Les questions des participants ont tourné essentiellement autour des controverses suscitées par le déroulement des négociations entre le gouvernement grec et l'Eurogroupe et de la stratégie à adopter pour lever la pression et le chantage exercés sur le peuple grec : fallait-il brandir la menace de sortie de l'Euro ou celle de l'annulation de la dette ? Et les Grecs ne sont-ils pas responsables de ce qui leur arrive ?

L'exemple de certains pays – dont l'Allemagne - qui, par le passé, ont bénéficié d'un effacement de leur dette, est soulevé. L'exemple de l'Argentine également a été évoqué ; elle a fait défaut car elle ne pouvait pas payer. Est-ce que Syriza ne s'est pas mis en position de faiblesse en négociant 4 mois de délais avec des conditions très dures ?

Des questions relatives à la nationalisation des biens publics privatisés et au rôle des banques centrales, notamment la BCE, qui doivent prêter aux Etats et non aux banques commerciales, ont été soulevées.

En définitive, dira un participant, le seul juge de la validité des négociations avec l'Eurogroupe sera le peuple grec. S'il continue à soutenir Syriza, le rapport de forces pourrait continuer à évoluer favorablement, particulièrement si les

promesses de changement qui nous viennent d'Espagne prennent corps avec l'avènement de Podemos aux prochaines élections régionales.

Roxanne rappelle que l'insertion de la Grèce au sein de l'Europe s'est effectuée dans des conditions asymétriques. Cela s'est traduit par la disparition de l'industrie et l'affaiblissement de l'agriculture face aux deux puissances que sont l'Allemagne et la France. Pour en revenir aux responsabilités, Syriza est arrivé au pouvoir sur la base d'un engagement de balayer les affairistes et corrompus responsables de la situation actuelle de la Grèce.

Syriza n'avait pas mandat d'exiger une sortie de l'Euro mais celui de sortir des politiques d'austérité. L'annulation de la dette n'a pas le même sens que la sortie de l'Euro ; l'exemple de l'Equateur montre que l'annulation de la dette peut-être productive. En tout cas, la sortie de l'Euro ne règle pas automatiquement la question de la dette.

Le gouvernement continue, pour le moment, de bénéficier du soutien de la population (environ 7 Grecs sur 10 selon un récent sondage) ; Syriza doit puiser dans les exemples connus – Argentine, Equateur, ... - pour développer des stratégies qui lui permettraient de se présenter plus fort aux négociations dans 4 mois. Il faut noter que le discours actuel de Syriza se radicalise et que les mesures prises actuellement ainsi que les annonces qui sont faites sont des mesures et des annonces de gauche. La véritable épine au pied de Syriza reste la position vis-à-vis des privatisations car, à part celle du port du Pirée qui a été bloquée au 1/3 actuel, le gouvernement a annoncé que ce qui a été fait n'est pas remis en cause. C'est la question centrale à laquelle il va être confronté dans un futur proche car les privatisations engagées s'apparentent, pour les Grecs, à une véritable dépossession.

Hamoudi Lanani

Dénoncer la montée d'un ordre moral réactionnaire qui plane sur le monde d'aujourd'hui, qui pousse à l'isolement, crée une misère matérielle et morale, conduit à l'enfermement des femmes et des filles parfois au nom des religions et toujours pour un soi-disant ordre moral, c'est aujourd'hui un devoir.

Résister et agir pour le droit des femmes à la liberté de penser, la liberté de dire, la liberté d'accéder à la santé et à l'éducation, la liberté de voyager, de se réunir, d'aller et venir, de travailler sans contrainte et parfois simplement de pouvoir partager avec d'autres joies et peines, partout sur la planète, c'est une obligation.

Proclamer que partout dans le monde les femmes doivent avoir les mêmes droits que les hommes c'est simplement se respecter soi-même et c'est apporter sa juste pierre à l'édifice d'un monde meilleur.

Aussi, ensemble mobilisons nous et participons à la 4ème Marche Mondiale des Femmes !



- Année 2015 - 4ème Marche Mondiale des Femmes ! Contre les violences et la pauvreté

Du 8 mars 2015 au 17 octobre 2015

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous resterons en marche !

Tous les 5 ans depuis l'année 2000, les féministes du monde entier unissent leurs forces pour marcher ensemble avec l'objectif commun de construire un monde basé sur la Paix, la Justice, l'Égalité, la Liberté et la Solidarité. Ce sera de nouveau le cas du 8 mars au 17 octobre 2015.

La Marche Mondiale des Femmes veut rompre avec le patriarcat, le capitalisme et le racisme, les trois systèmes d'oppression qui contrôlent nos vies dans le monde entier.

Les gouvernements, pour satisfaire les pouvoirs économiques et financiers, font des choix politiques qui engendrent les crises financières, alimentaires, environnementales et sociales. Dans le système d'oppression patriarcale qui est le nôtre, les femmes sont les premières touchées et de plus en plus précarisées.

Nous assistons à une montée de l'ordre moral réactionnaire et des intégrismes religieux qui induisent une montée alarmante des violences faites aux femmes, et particulièrement aux lesbiennes, aux handicapées et aux migrantes.

Nous, Femmes et féministes qui vivons en France :

- Nous dénonçons la casse organisée du service public qui rend l'accès aux soins de plus en plus difficile - fermeture des centres d'IVG, des maternités, voire des hôpitaux... - particulièrement pour les femmes des régions rurales, des quartiers pauvres, les femmes migrantes et les femmes sans papiers ;
- Nous dénonçons le système prostituteur qui organise l'exploitation de la traite et la marchandisation du corps des femmes ;
- Nous dénonçons la montée des idéologies réactionnaires et conservatrices, et les mouvements d'extrême-droite, xénophobes, islamophobes et antisémites, racistes, lesbophobes et sexistes ;
- Nous réaffirmons notre attachement aux principes de la laïcité, seule capable de garantir le respect des droits et des

libertés des femmes. Nous revendiquons l'autonomie totale sur nos vies ;

- Nous dénonçons les États et les multinationales qui pillent les ressources naturelles, alimentent les conflits armés - provoquant viols, violences et prostitution - empêchent la souveraineté des peuples sur leurs territoires et perpétuent un système colonialiste en multipliant les interventions militaires.

Nous, femmes qui vivons en France, soutenons toutes les initiatives et les dispositifs qui luttent pour l'émancipation des femmes, pour la Paix, la Justice, l'Égalité, la Liberté et la Solidarité entre les femmes et entre les peuples.

Les associations, syndicats et partis politiques signataires de cet Appel s'engagent à soutenir et à participer à la 4ème édition de la Marche Mondiale des Femmes.

Plus que jamais nous sommes déterminées à faire entendre notre certitude qu'un autre monde est possible !
Agissons ensemble pour construire des alternatives,
RÉSISTONS !

Entre le 8 mars et le 17 octobre 2015, des actions collectives, en France, comme dans le monde entier, seront organisées sur les cinq thèmes de la 4ème Marche Mondiale des Femmes :

- Justice climatique/ souveraineté alimentaire ;
- Violences contre les femmes ;
- Montée des extrêmes (extrême-droite et extrémismes religieux) ;
- Migrations et mondialisation ;
- Travail des femmes et Autonomie financière.

Quelques dates à retenir en 2015

8 mars : Lancement de la Marche partout en France et dans le monde. Départ de la caravane féministe européenne en Turquie, au Kurdistan.

24 avril : 24 heures de solidarité féministe internationale pour l'anniversaire de la catastrophe Rana Plaza.

6 et 7 juin : AGORA féministe nationale à Nantes.

19 septembre : Rencontre des Femmes du Bassin méditerranéen à Marseille.

17 octobre : Clôture de la Marche à Lisbonne – Portugal.

LYCEENS SANS PAPIERS COMPRENDRE, AGIR, TROIS HEURES POUR TOUT CHANGER

Samedi 7 février, à la Maison des Syndicats, l'association RESF a organisé une rencontre pour faire le point sur la question des jeunes majeurs sans papiers. Cette rencontre a réuni environ 80 personnes, enseignants, syndicalistes, militants associatifs, hommes politiques, dont Jacques Picard, conseiller régional, et Bruno Piriou, vice-président du conseil général, le président Jérôme Guedj s'étant fait excuser. Il y avait surtout une forte proportion de lycéens et d'anciens lycéens régularisés. La rencontre s'est faite sur un mode décontracté pour faire passer des messages des plus sérieux, principalement au cours de trois tables rondes. Elle a été animée par Nadia Nguyen Quang et Sylvain Chalmel qui ont rappelé que RESF n'était pas là que pour présenter des dossiers à la préfecture, mais aussi pour faire changer la loi avec l'aide des lycéens eux-mêmes et de leurs familles.



Que sont devenus les jeunes régularisés en 2007 ?

La rencontre a commencé par la projection d'une vidéo datant de 2007 « La plume sans papiers », où des lycéens témoignaient de leur situation et de leur vie sans papiers. Aujourd'hui régularisés, parfois devenus français, parents, certains sont venus expliquer, comment ils sont sortis de leur « galère » par le soutien de leurs enseignants et la mobilisation de leurs camarades, en passant des diplômes, en devenant des citoyens normaux qui travaillent et paient leurs impôts. Ils ont beaucoup insisté sur le fait que les jeunes sans papiers ne doivent pas rester isolés, qu'être sans papiers n'est pas une maladie honteuse, qu'ils est impérieux pour eux de faire connaître leur situation à leurs camarades, à leurs enseignants, s'ils veulent être aidés et protégés. Au cours du débat, on a insisté sur l'importance pour les enseignants et l'administration de mettre ces jeunes en confiance, sur le rapport de forces à établir avec les représentants de l'Etat, sur le fait que la honte doit changer de camp, sur la dynamique à impulser pour aider ceux qui aident. Le proviseur du lycée de Savigny, a rappelé avec émotion qu'il est incompréhensible qu'un jeune soit expulsé, que laisser partir un élève est pour



l'élève et ses éducateurs une « blessure », une « humiliation ». Et il a été démontré que la mobilisation, ça paie !

Vivre sans papiers : la menace de l'OQTF

Le cas récent de Massaman en est un exemple significatif. Jeune Malien venu en France après 16 ans pour rejoindre sa mère régularisée et mère de trois enfants français, il a passé un an au lycée Auguste Perret et bientôt deux ans au lycée Baudelaire, s'est inscrit dans des clubs de sports, est devenu champion de l'Essonne de saut en longueur et se trouve dans les dix meilleurs athlètes de la discipline en France. Malgré cela, au mois d'août, il a reçu une OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français). Et malgré la grande mobilisation qui a suivi (manifestation de 300 lycéens devant la préfecture, pétitions) pour lui et Mohamed (autre camarade sans papiers), la préfecture a accepté la régularisation de Mohamed, mais pas la sienne. Le combat de Massaman pour obtenir ses papiers n'est pas terminé, il garde cependant l'espoir et le sourire.

La table ronde d'adultes a mis en lumière cette injustice, cet arbitraire. Une enseignante a souligné la richesse que ces jeunes « allophones » représentent pour la France qui ont une soif d'apprendre extraordinaire. Et leur renvoi est aussi une perte sèche pour la France qui a investi dans leur formation ; c'est un vrai gâchis à tout point de vue. Jacques Picard, après avoir rappelé le parrainage de jeunes sans papiers au Conseil régional au nom de valeurs supérieures à la loi, a fait la différence entre légalité et légitimité ; un préfet a le pouvoir d'interpréter la loi, a fortiori une circulaire. Il faut, a dit un enseignant, donner mauvaise conscience aux décideurs. La campagne « Jeunes majeurs » a pour objectif de faire sortir de l'ombre ces jeunes hors circulaire, de

sensibiliser tous les adultes concernés : non seulement les enseignants, mais les CPE, les infirmiers, les assistantes sociales, les CA des lycées. Puis plusieurs jeunes ont témoigné de leur peur au quotidien. L'un d'eux a parlé de sa tentation de baisser les bras après avoir fait jusqu'à quatre queues interminables, la nuit, dans le froid, pour s'entendre dire seulement qu'il lui manquait un papier.

Le piège du titre étudiant : avoir un titre étudiant, et après ?

En effet, tout n'est pas acquis pour lui, pour Massaman et pour tous ceux qui sont arrivés en France après 16 ans et ont été régularisés par l'acquisition d'un titre de séjour comme étudiant. La circulaire de régularisation Valls du 28 novembre 2012 lui a permis comme lycéen majeur d'obtenir ce titre de séjour. Mais elle n'est pas suffisante, car sans mobilisation il aurait été dirigé vers un centre de rétention pour être expulsé. En effet, les critères de régularisation ne correspondent pas à la situation réelle de 90 % des jeunes concernés : soit ils reçoivent une OQTF, soit la préfecture leur délivre un titre d'étudiant. Mais, dans ce cas, ce n'est qu'un répit car ils se retrouveront quelques mois plus tard sur le marché du travail avec le risque de redevenir sans papiers puisqu'à la fin de leurs études ils devront « changer de statut ». Ce titre « étudiant » s'avère donc être un piège, car il est quasi impossible de le transformer en titre pérenne, puisqu'il faut présenter un CDI pour obtenir un titre de salarié.

RESF demande, au nom de ces jeunes, qu'à 18 ans ils/elles puissent obtenir un titre de séjour pérenne au titre de la vie privée et familiale, que la loi change et qu'en attendant on mette sous protection les lycéens obligés de quitter le territoire français.

Michel Chesseron

Conférence-débat : L'INTÉGRATION EN FRANCE

Tel était le thème de la conférence-débat organisée dimanche 1er mars, salle Bexley, par l'association des Amis Anatoliens d'Evry, nouvellement résidente à la Maison du Monde, avec la présence de Mustafa Poyraz, Docteur en sociologie, enseignant à l'université Paris VIII, Elisabeth Ackermann, du PCF de Morsang/Orge, militante du droit des femmes, Agnès Omer, élue chargée des discriminations à Evry, Francis Chouat, maire d'Evry, s'étant fait excusé. La rencontre s'est achevée par un buffet anatolien et de la musique.



La rencontre, animée par Baki Imamoglu, a été tout d'abord ouverte par Hande Unlu et Helin Nuage, secrétaire et secrétaire adjointe des Amis Anatoliens d'Evry, qui ont rappelé que l'Anatolie est une région du monde qui regroupe en son sein différentes cultures, différents peuples et différentes religions. Les Turcs, Kurdes ou Arméniens y vivent en bonne intelligence. L'association a aussi déclaré son attachement aux valeurs républicaines, valeurs défendues par Jean Jaurès; que ce soit la laïcité ou l'égalité entre la Femme et l'Homme. La liberté d'expression ne s'accorde pas avec un "mais..." et c'est pourquoi, elle s'est déclarée "Charlie". Leur intervention témoignait de la place des jeunes prise dans cette orientation, tandis que venait de s'éteindre à 92 ans, le 29 février, le grand écrivain Yasar Kemal, à qui il a été rendu hommage. Elles ont de plus rappelé qu'intégration n'est pas synonyme d'assimilation, en mettant l'accent sur l'importance de la laïcité.

Le panel a débuté avec l'intervention de **Mustafa Poyraz**. Reconnaisant d'abord qu'il n'est pas facile de rassembler autant de monde pour ce genre de débat, il a commencé par encourager ces jeunes de la 2ème génération à continuer à s'investir, parce qu'il n'est pas facile de faire sa place dans la société quand on est bercé entre plusieurs cultures. D'emblée, il a posé des questions précises : qu'est-ce que l'intégration ? L'assimilation ? L'insertion ? Quelles difficultés pour les immigrés aujourd'hui ? Pour lui, la question de l'intégration comporte deux volets. D'une part, c'est la volonté pour un individu d'entrer dans un tout, dans une entité, pour y trouver sa place, par l'adoption des valeurs, des normes, de la culture d'un nouveau système social. D'autre part, c'est la capacité intégratrice de la société

d'accueil. Il y a une démarche réciproque avec de multiples interactions à partir desquelles on construit la société. Pour être socialisé, il faut des espaces de rencontre où peuvent se vivre des échanges. La rencontre, dit-il, c'est discuter ensemble, il n'y a rien de plus important que la relation avec autrui, c'est la base de tout. Or, quand on vient de l'extérieur, c'est difficile car on cherche des appuis en adoptant diverses stratégies. D'abord, auprès des compatriotes déjà présents pour savoir comment rester, où travailler, comment vivre. Traditionnellement, pour les ouvriers, il y avait les syndicats ou les partis politiques. Aujourd'hui, il y a un affaiblissement de ces liens-là. Il n'y a pas d'espaces intermédiaires où toutes les parties se rencontrent, échangent et avancent ensemble. Faute de trouver une articulation entre la culture d'origine et celle qui accueille, on se regroupe par communautés, on se replie sur sa propre culture avec des valeurs de références réinterprétées dans un contexte de banlieue. Devant ce décalage, il y a un travail à faire entre la société globale et les communautés, entre les associations et les pouvoirs publics, dans le respect des valeurs individuelles et des valeurs universelles, sans imposer son point de vue. Pour lui, la socialisation dans les quartiers se fait à partir des ressources culturelles.

Pour **Elisabeth Ackermann**, en ce qui concerne l'immigration, il y a des fantasmes à évacuer. Pour 500 millions d'Européens, il y a environ 20 millions d'immigrés, l'Allemagne étant de loin le pays qui en accueille le plus : plus de 7 millions contre 4 millions pour la France, sans compter les sans papiers. Mais on ne sait pas que pour 200 000 qui arrivent, il y en a autant qui repartent. Et 40 % d'entre eux viennent de la communauté européenne. L'immigration a changé de nature. Les immigrés sont aujourd'hui des diplômés pour la plupart, qui viennent contraints, pour des raisons politiques ou pour fuir la pauvreté, la précarité. Ces dernières années, un autre type d'immigré a vu le jour : le réfugié climatique. On constate aussi que, dernièrement, ce sont

surtout des femmes parfois accompagnées d'enfants qui arrivent, elles fuient les persécutions ou la prostitution qui est devenue le 2ème commerce souterrain dans le monde et en Europe. L'avenir sera compliqué, dit-elle. Avec la mondialisation, le capitalisme impose ses lois en contrôlant les flux migratoires, en les durcissant pour une "immigration choisie, disponible et serviable" comme avait osé dire Nicolas Sarkozy. Les immigrés sont stigmatisés, des mots comme "racaille" ou "karcher" entretiennent ce climat et bafouent les valeurs de la démocratie.

Les événements de janvier ne vont pas arranger les choses. Les critères d'arrivées sont de plus en plus draconiens, bientôt il faudra connaître parfaitement le français avant de venir. S'y ajoutent des préjugés : les femmes migrantes seraient soumises et ignorantes, alors qu'il y a beaucoup de diplômées. Par expérience, pour avoir travaillé à Evry et à Grigny pendant quinze ans puis à la Grande Borne, elle souligne le rôle important joué par les femmes dans les quartiers, ce sont elles qui sont les plus ouvertes au dialogue. Elle conteste le terme d'« apartheid » employé par Manuel Valls, mais reconnaît que l'espace territorial devient discriminatoire. C'est une question très importante car la France entre dans une ère d'austérité

et les associations vont disposer de moins en moins de subventions pour travailler à « l'inclusion », terme qu'elle préfère à celui d'intégration, des immigré-e-s.. Elle pense aussi que donner le droit de vote aux étrangers, au moins aux élections locales, vu qu'ils paient leurs impôts, est important pour qu'ils se sentent citoyens.

Agnès Omer reconnaît que la société n'accompagne pas suffisamment ces personnes. Pour les immigrés de la 1ère génération, l'offre de travail facilitait



UN AUTRE IDÉAL À PROPOSER

l'intégration. Leurs enfants sont perdus entre leurs traditions et leurs cultures. Elle part aussi de son expérience personnelle d'élue, s'étonnant de propos de leur part : nés en France, ils s'identifient avec la nation d'origine de leurs parents. Comment les aborder, les accompagner, leur faire comprendre qu'ils sont avant tout français, s'interroge-t-elle ? Les politiques doivent selon elle, faciliter ces échanges entre habitants. Au cours d'une réunion avec des femmes, pour elle qui est née à la campagne et qui a en quelque sorte émigré en banlieue parisienne, elle a partagé avec elles des souffrances communes sur la place de la femme dans le foyer et pense que parfois on s'imagine que ce que vit l'autre est toujours mieux que ce que l'on vit soi-même. Pour casser ces mythes, elle rejoint le sociologue: les rencontres et le dialogue sont les clés de la réussite. Elle constate aussi, lors des échanges organisés par la mairie d'Evry, que la population immigrée ne se déplace pas en masse malgré leur grand intérêt et regrette que les associations restent très communautaires par crainte de perdre leur identité. Enfin, le débat a donné lieu à des interrogations sur le rôle de l'école et de l'Éducation nationale, sur la place donnée aux parents, sur la laïcité, sur les conseils de ressortissants étrangers, sur l'éducation populaire, sur la raison de la radicalisation de certains jeunes...



Mustafa Poyraz conclut par la difficulté d'apporter des solutions, en constatant que la société n'arrive plus à protéger tous les individus, ainsi la Sécurité Sociale devient défaillante. Il cite l'exemple de la France qui a 10 millions de pauvres, où le taux de chômage frappe beaucoup plus les immigrés que les autres et pense que le repli communautaire est aussi un nouveau type de solidarité. Il plaide pour l'éducation populaire, qui passe par l'éducation politique.

Michel Chesseron

En ce beau dimanche de Janvier, Après une semaine où Paris a été ensanglanté par deux attentats terroristes Pourquoi je n'ai pas le cœur à aller marcher une belle marche républicaine à laquelle nous sommes tous conviés ??? D'habitude je n'invoque pas mon âge pour me dispenser de participer ! Cependant il me paraît qu'il est plus judicieux à mon âge avancé De méditer avec ma plume par exemple, sur nos thèmes de société ... Autre façon de participer ! ce pourrait être aussi chanter ou danser ou prier ... Certes la liberté de s'exprimer a été violemment attaquée ! Pouvons-nous toujours nous abriter derrière notre fameuse devise : « Liberté, Egalité, Fraternité » ? Est-ce une proclamation de droits acquis ?... Dans ce cas nous sommes loin du compte ! Si c'est un programme : il est à réaliser ! Comme idéal à proposer aux jeunes et aux moins jeunes : Est-il suffisant ? Satisfaisant ?

Reprenons : La liberté : liberté de penser : absolue, illimitée . Encore vaut-t-il mieux penser haut, beau et vaste infiniment ... Puisque nous savons maintenant que nos pensées modifient nos circuits neuronaux ! Liberté d'aller et venir : celle-ci a toutes sortes d'entraves ...selon que l'on est riche ou pauvre, De l'espace Schengen ou non, que l'on est Rom ou non, djihadiste ou non Liberté de s'exprimer, liberté aussi d'avoir un toit, un travail, liberté de vivre en somme ! ... Liberté de comportement ? ...Non ! On n'a pas le droit de faire, dire n'importe quoi, De caricaturer le sacré de l'autre quand on a une audience mondiale ! Entre gens de la même chapelle avec les mêmes codes culturels pourquoi pas ? Toujours tenir compte du contexte ! C'est d'ailleurs conseillé sur le plan individuel ! Tout droit à la liberté doit être assorti de responsabilité par rapport à la réalisation du bien commun. Ne serait-il pas plus parlant de proposer le respect de l'égale dignité de chaque personne ? J'aime aussi cette recommandation de ne jamais mettre l'autre quel qu'il soit, y compris un ennemi, en situation de honte ! Il s'agit de se garder d'humilier l'autre, ce qui prépare la vengeance qui, comme chacun sait, est un plat qui peut se manger chaud ou froid !

Pour moi l'égalité concerne la dignité, et le respect de celle-ci.

Ne serait-il pas temps de parler de justice ou d'équité. En France dit-on, surtout à gauche on a la passion de l'égalité. Nullement réalisée ! En fait il s'agit d'une recherche de justice !

La justice est une aspiration fondamentale des personnes et des groupes.

Justice dans les possibilités offertes, dans la répartition des richesses,

Richesses matérielles, spirituelles, culturelles ...entre jeunes et aînés, pays du Nord et pays du Sud ...

Nous devons tenter de réaliser la justice au-delà des frontières nationales...

Et il y a beaucoup à faire !

De même que le respect de la dignité a des liens avec la liberté et l'égalité,

La justice ou l'équité ont des liens avec l'égalité et la fraternité.

La fraternité a l'air de faire appel à de bons sentiments qui ne sont pas forcément à l'origine de celle-ci. Sa pente naturelle contient le meilleur et le pire !

Au 21ème siècle, ne serait-il pas temps d'avoir pour idéal de « prendre soin » de chacun et de tous, de la planète qui nous porte, des animaux, des plantes, des forêts, des océans... Un vrai idéal humaniste !

C'est l'idéal qui devrait être proposé à tous plutôt que la platitude de l'enrichissement de chacun, donc de quelques-uns et la consommation effrénée et donc l'« ôte-toi de là que je m'y mette ! » et « que le meilleur gagne ! » qui préparent la guerre de tous contre tous.

Si notre société avait de tels buts affichés et véritablement recherchés, produirait-elle autant de Mohamed Merah, Mehdi Nemouche, les frères Kouachi, Amedy Coulibaly ??? Car c'est vraiment du gâchis tous ces jeunes tueurs fous à l'idéal dévoyé. Notre devise nationale pourrait être plus longue et complexe à décliner... Je forme des vœux en ce début d'année pour que les débats et échanges auxquels nous participerons ainsi que la marche qui se prépare aillent dans le sens d'une recherche de vrais valeurs, afin de proposer un idéal généreux et universel aux jeunes et aux moins jeunes, croyants ou non. Enfin une grande cause, un autre monde à réaliser !

Dimanche 11 janvier 2015

Marie-José Jauze

Solidaires des prisonniers politiques palestiniens

Projection et débat autour du film **Palestine La case prison** 17 Avril 2015 Maison des Syndicats 20h

Lorsque nous évoquons la détention politique, l'exemple palestinien est sans équivoque le plus choquant de tous. Israël se cache depuis toujours derrière le prétexte de sa sécurité, en affirmant que tous ceux qui sont arrêtés et détenus dans ses prisons sont des terroristes, des criminels et des prisonniers de sécurité. Or la réalité est tout autre : Israël est un état occupant qui terrorise quotidiennement une population civile dans l'unique but de la soumettre, de l'empêcher de s'organiser et de résister, pour mieux la contrôler et la déposséder.

Depuis 1967 (début de l'occupation des territoires palestiniens) plus de 850 000 Palestiniens ont été au moins une fois arrêtés, interrogés ou emprisonnés par Israël. Presque toutes les familles palestiniennes ont, ou ont eu, un de leur membre détenu.

Personne n'est à l'abri : femmes, députés, défenseurs des droits de l'homme, universitaires, journalistes... malades. Aujourd'hui près de 7 000 Palestiniens continuent de croupir dans les geôles israéliennes. Beaucoup ont passé plus de 25 ou 30 ans en prison. Détenus arbitrairement, jugés par des tribunaux militaires israéliens dans les Territoires Palestiniens Occupés ou soumis à la détention administrative sans chef d'inculpation ni de jugement. Leur crime : résister à l'occupant. Et emprisonnés pour un grand nombre en Israël ou dans le Néguev au mépris des conventions internationales.

Chaque année, ce sont aussi entre 500 et 700 enfants palestiniens qui comparaissent devant des tribunaux militaires israéliens. La loi israélienne autorise à juger un enfant devant une cour militaire à partir de 12 ans et, dès 14 ans, ils peuvent être condamnés jusqu'à dix ou vingt ans de prison pour jet de pierres.

Actuellement près de 200 enfants palestiniens sont détenus, soumis à des traitements particulièrement durs, à la merci de leurs gardiens qui n'hésitent pas à les frapper, les isoler, les torturer et les menacer de viol ou de mort pour les obliger à dénoncer leurs parents et leurs proches, et à devenir ainsi des indicateurs. Ils sont obligés de signer des aveux en hébreu, langue qu'ils ne connaissent pas ou ne

pratiquent pas, comme a pu en témoigner en février dernier la jeune Malak al-Khatib âgée de 14 ans, après 45 jours d'emprisonnement. Plusieurs ONG israéliennes et palestiniennes, et également l'UNICEF[] dénoncent ces pratiques, un crime au regard du droit international des droits de l'homme, du droit humanitaire et des conventions relatives aux droits de l'enfant.

Les prisonniers lancent des signaux d'alerte, les grèves de la faim au péril de leur vie, pour la libération mais aussi pour la dignité et le respect des droits élémentaires des prisonniers totalement bafoués, massivement soutenues par la population palestinienne.

A l'échelle internationale a été lancée, en octobre 2013 la campagne internationale pour la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers politiques palestiniens, avec à sa tête des personnalités telles que Angela Davis, Ahmed Kathrada, compagnon de détention de Nelson Mandela et Adolfo Perez Esquivel, ancien prisonnier de la dictature argentine. Ces deux derniers ont, en leur temps, bénéficié de la solidarité internationale pour leur libération et peuvent témoigner de la force du message transmis par de telles campagnes internationales. La campagne est relayée en France depuis avril 2014 avec une pétition nationale sur :

<https://www.change.org/p/campagne-pour-lib%C3%A9rer-marwan-barghouti-et-tous-les-prisonniers-palestiniens-p%C3%A9tition-pour-la-lib%C3%A9ration-de-marwan-barghouti-et-tous-les-prisonniers-palestiniens>

Nous connaissons bien Abdallah Abu Rahma, militant des droits du peuple palestinien, que nous avons reçu à Evry en 2011. Abdallah, déjà condamné à 12 mois de prison en 2012 pour collecte de douilles de balles tirées contre les manifestants pacifiques par l'armée israélienne, a été arrêté en octobre 2014 lors d'une manifestation non violente. Il risquait une lourde condamnation « pour l'exemple » avait précisé le procureur militaire israélien. La mobilisation internationale en sa faveur a eu un impact sur le verdict rendu, prison avec sursis et grosse amende.

Autre campagne, celle du parrainage. C'est

grâce à l'aide et l'expérience de Salah Hamouri, Franco-Palestinien, lui-même détenu pendant 7 ans de façon totalement arbitraire, que l'AFPS a lancé en juin 2012 cette campagne, premier pas pour sensibiliser l'opinion à la cause des prisonniers politiques palestiniens et pour faire comprendre aux gouvernements occidentaux qu'une chaîne de solidarité se met en place. Un simple courrier, une fois par mois, suffit à redonner l'espoir aux prisonniers et à leur montrer qu'ils ne sont pas seuls dans leur combat. Dans l'Essonne, une trentaine de citoyens se sont déjà engagés à parrainer un prisonnier. La fiche d'inscription est disponible sur : <http://www.france-palestine.org/Parrainer-un-e-prisonnier-e-politique-palestinien-ne>

Contrairement à ce que veut Israël, la libération des prisonniers ne peut advenir après un accord, elle en est la clé, comme le dit Jaber Wishah du PCHR, le Centre palestinien pour les droits humains, "il n'y aura pas de paix tant que les prisonniers palestiniens ne seront pas libérés. La libération de la terre et de Jérusalem viennent en second, car seul un homme libre peut libérer la terre".

Célébrez avec nous la journée internationale de solidarité avec les prisonniers palestiniens le 17 Avril à la Maison des Syndicats à Evry de 20h à 23h : projection- débat du documentaire **Palestine la case prison**, réalisé par Franck Salomé pour mobiliser l'opinion publique sur le sort des prisonniers, grâce au soutien de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine.

Evry Palestine
contact@evrypalestine.org
<http://www.plateforme-palestine.org/UNICEF-report-confirms-ill,4235>



OSEZ LE FÉMINISME 91 !

A l'occasion de la Journée internationale de défense des droits des femmes, la Maison du Monde a accueilli, mardi 3 mars, Marie-Anne Bachelerie accompagnée de Philippe Marquier, pour nous présenter l'association « Osez le féminisme 91 ! » (OLF 91 !) qui s'affirme universaliste, laïque, progressiste et abolitionniste. Osez le féminisme appartient au réseau « Féministes en mouvement » qui compte une cinquantaine d'associations féministes à travers la France

Marie-Anne a commencé par un bref historique sur le 8 mars. La Journée internationale des droits des femmes a été proposée pour la 1ère fois en 1910 par Clara Zetkin et se met en place en 1917. Elle a été reconnue en 1977 par l'ONU et en 1982 par la France.

OLF ! a été créée en 2009 après la très grande mobilisation autour de la pétition de soutien au Planning Familial qui risquait de disparaître à cause des subventions. OLF ! a d'abord créé un journal et toutes leurs actions ont été organisées autour du journal. L'antenne essonnienne s'est créée pendant la mobilisation d'automne 2010 concernant la retraite des femmes et leur 1ère action a été la campagne contre le viol dans différents villes de l'Essonne, dans les gares et dans les médias. OLF 91 ! est une association mixte composée d'environ 1/3 d'homme – 2/3 de femmes avec des adhérents d'âges très divers. Les réunions sont ouvertes à tou-te-s. Elles ont lieu tous les mois, chaque fois dans une ville différente du département. OLF 91 ! n'a pas de locaux ni de permanences, mais donne des infos, qu'on retrouve notamment sur Internet. La prochaine réunion d'OLF 91 ! aura lieu le 01/04/15 à Palaiseau.

La rencontre, qui a attiré plus d'une vingtaine de personnes, a été très riche. La preuve en est que la plupart sont restées jusqu'à 21 heures ! Comme il est de coutume à OLF 91 !, Marie-Anne a voulu nous faire participer en proposant un quizz pour rythmer la soirée. Retour sur ces sujets abordés.

Nous avons tout d'abord parlé de la 2ème journée de travail des femmes (en moyenne, en France, les femmes effectuent 80% des tâches ménagères). Puis de l'importance de l'éducation en rappelant que les deux tiers des 774 millions d'adultes analphabètes dans le monde sont des femmes. Les éloigner de



l'éducation est un moyen d'oppression culturel, social, économique. Concernant le travail des femmes, Marie-Anne a rappelé qu'elles ont toujours travaillé mais pas souvent pour un salaire. En France, d'ailleurs la suppression du « salaire féminin » ne s'est faite qu'en 1946 et les femmes n'ont été autorisées à ouvrir un compte bancaire sans autorisation de leur mari qu'en 1965. L'interdiction de licencier une femme enceinte a été prononcée en 1979 et la Loi Roudy sur l'égalité professionnelle a été votée en 1983. Nous avons abordé le sujet de l'avortement et le combat qu'il faut encore mener en Europe (l'Irlande, la Pologne et le Luxembourg limitent, voire interdisent l'IVG) et même en France où il est redevenu plus difficile d'y avoir accès. Marie-Anne nous a rappelé qu'en 1920, en France, la contraception et l'avortement étaient considérés comme des crimes. Ce n'est en 1967 que la loi Neuwirth autorise la contraception. Les « Féministes en Mouvement » ont interpellé le Ministère des Droits des Femmes lors des rencontres d'été d'Evry en juillet 2012 pour qu'il soit créé un site web d'informations sur le droit à l'avortement, chose obtenue de nombreux mois après. Auparavant, les premiers sites web référencés étaient ceux des anti-IVG. Philippe a ensuite abordé la question des viols et violences. En France, 75 000 femmes sont violées par an et, dans 8 cas sur 10, la victime connaît l'agresseur. Au Canada, on demande à l'auteur du viol d'apporter la preuve que la femme a vraiment dit oui au rapport sexuel. Sur la

question des violences, une femme meurt sous les coups de son conjoint tous les deux jours et demi. A ce propos, Marie-Anne a rappelé la notion de « féminicide », néologisme créé pour désigner le meurtre de femmes parce qu'elles sont des femmes. OLF ! a d'ailleurs créé un site pour reconnaître ce phénomène qui est loin d'être isolé : www.reconnaissancefeminicide.fr

Concernant la prostitution, OLF ! milite au sein d'un collectif « Abolition 2012 ». En Essonne, elles ont organisé des formations avec le Mouvement du Nid, association résidente à la Maison du Monde. OLF 91 a soutenu le combat de Rosen Hicher, ancienne personne prostituée, qui a marché de Saintes à Paris contre le système prostitueur en l'accompagnant pendant sa marche en Essonne. Elle fait partie des « Survivantes ». Dans le système prostitueur ou prostitutionnel, il y a 3 acteurs : le proxénète, le client, la personne prostituée. Les abolitionnistes pensent que les prostituées sont des victimes et que les clients doivent être pénalisés, mais pas les prostituées qui doivent être accompagnées pour sortir de la prostitution. La loi condamne déjà le proxénétisme. La loi abolitionniste sera débattue au Sénat les 30 et 31 mars avant de repartir à l'Assemblée nationale. Elle est soutenue par Maud Olivier, députée de l'Essonne qui est rapporteure de la loi.

Cécile Demur

P.S : En 2011, Osez le féminisme ! a publié un livre « **Vie de meuf : Le sexisme ordinaire illustré** » (Edition JBZ et Cie) à partir du blog créé par ses membres.



café de l'actu

Prochain café de l'actu

le mardi 7 avril à partir de 18h30 à la Maison du Monde d'Evry

Retours du Forum Social Mondial (FSM) de Tunis

Le FSM de Tunis aura lieu du mardi 22 au samedi 27, mais sera précédé par le Forum des Médias Libres à partir du 20.

Myriam Heilbronn, présidente de la Maison du Monde, fera le voyage pour participer à quelques-unes des multiples manifestations organisées : défilé d'ouverture, ateliers thématiques, conférences... Elle y fera certainement de belles rencontres même hors FSM, y prendra le pouls de la révolution tunisienne, y captera des échos de ce qui se vit dans le monde arabe, dans l'Afrique saharienne et subsaharienne... A son retour, le mardi 7 avril, elle nous fera part de ce qui l'aura le plus marquée et essaiera de faire un bilan personnel de cette semaine passée au carrefour du monde...

GRILLE N° 130

Violences faites aux Femmes

par
Michel Chesseron

Horizontalement

I. «Paroles» qui précèdent souvent les coups dans les couples désunis. **II.** Dans la population qui habite le long de ce «fleuve africain», 90 % des femmes auraient subi des mutilations sexuelles. «Prénom» d'une enfant de huit ans qui, selon la légende, aurait été massacrée par les Huns avec onze mille vierges. **III.** Dans cette «ancienne capitale du Japon», la geisha jouait un rôle ambigu entre art et prostitution. Proxénète. Patrie d'Abraham. **IV.** Combien de femmes sont soumises par crainte de se faire péter la «tronche», pour parler vulgairement ! **V.** «Co-épouse d'Abraham», il l'aurait répudiée et chassée dans le désert avec son fils Ismaël. Bien que religieuse, c'est elle qui est violente, puisque cette «bestiole» n'hésite pas à dévorer le mâle après avoir été fécondée. **VI.** «Terme de la cuisine sri lankaise », associé à 'miris'. Il a fallu attendre l'ordonnance du 21 de ce «mois» de 1944 pour que les femmes françaises puissent enfin obtenir le droit de vote et l'éligibilité. **VII.** Au bout de la polygamie. Chiffres romains dans la mal-vie. Lettres d'excision. **VIII.** Ce mot n'est pas assez fort pour dire le «stress» qu'éprouve une femme battue. Quand la femme est infériorisée en permanence, elle peut éprouver le sentiment d'être le «rebut» de la société. **IX.** Dans la terreur. La société doit éviter à la femme d'être «seule» pour faire face à toute violence. **X.** La bible ne mentionne ni la mère de ce « fils de Noé », ni sa ou ses femmes, ni ses sœurs, ni ses filles. «Arbuste». **XI.** La femme objet est le contraire de «celle qui peut dire "je"». Quand la femme ne trouve aucune solution à une situation intenable, elle est comme dans un «piège».

Verticalement

1. En France, ces «disparités» dont sont victimes les femmes concernent, par exemple, les salaires, les hautes responsabilités dans les entreprises ou les services de l'Etat.

2. Cette «association» nationale lutte pour l'émancipation des prostituées. Dans certains «conflits», le viol est une arme employée systématiquement, comme en Bosnie, aux Congo ou en Syrie. **3.** Les mouvements de lutte pour les droits, comme Ni Putes ni Soumises, commencent souvent par une «expression de ralliement». Par quoi est «poussé» le violeur ? **4.** En août 1999, Rebiya Kadeer est arrêtée dans la «capitale du Xinjiang» et condamnée à 8 ans de prison pour avoir défendu les droits des Ouïghours contre la colonisation des Hans. **5.** Chargée de transporter de la drogue pour gagner sa vie à ses risques et périls, la «mule» est ici bien mal en point. Si, en France, une femme décède tous les trois jours sous les coups de son compagnon, combien y en a-t-il au total dans notre «immense» monde, sachant que la France n'est pas le pire des pays ? **6.** Coup, viol, répudiation, mutilation, mariage forcé..., chacune de ces agressions représente une «blessure» qui marquera la femme à vie. Le médecin congolais Denis Mukwege a reçu le prix Sakharov le 26/11/14 pour avoir refusé le «destin» des femmes violées en réparant leur corps. **7.** On retrouve sur le Marché de Mossoul la jeune fille kidnappée par Daech, où elle est vendue comme une «chose à la totale disposition de son maître». Quelle était la condition de la femme en 565 quand mourut ce «saint normand» ? **8.** La violence faite aux femmes est un fait bien «connu», mais pas suffisamment pris en compte. Les jeunes filles ou les femmes qui partent pour le djihad sont ensuite en quelque sorte «embrigadées» pour des tâches pas très religieuses ! **9.** Ne va pas sans «approuvé» avant de signer : est-ce le cas pour ces jeunes ? Au cœur du mutisme, fréquent sous l'effet de la peur ou de la honte. Victoire de Napoléon. **10.** Comme une femme «tourmentée sans cesse», au travail en particulier, par des chefs, petits ou grands. Préposition au cœur de l'agression.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										
XI										

agenda

Fin mars
Forum Social Mondial de Tunis étendu à l'Essonne
voir page 2

Samedi 28 mars
14h à la Maison du Monde
Assemblée générale d'Evry-Palestine

Mardi 7 avril
18h30 à la Maison du Monde
Café de l'actu
Le FSM de Tunis
Avec Myriam Heilbronn, de retour de Tunis
voir page 11

Mardi 5 mai
18h30 à la Maison du Monde
Café de l'actu
Alternatiba : le village des alternatives à Evry

Mercredi 6 mai
19h à la Maison des Syndicats
Rencontre avec des représentants de Podemos France

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	H	I	S	T	O	R	I	Q	U	E
II	A	N	O	R	M	A	L		S	U
III	V	E	N	E	Z	U	E	L	A	
IV	A	G		M	A	L		U		J
V	N	A	T	O				D	I	E
VI	E	L		L	I	B	E	R	E	S
VII		I	S	O	L	E	M	E	N	T
VIII	O	T	A		L	M	O			I
IX	P	E	N	S	I	O	N	S		C
X	E	S	T		C	L		A	G	E
XI	L		E	R	O	S	I	O	N	

SOLUTION - Grille n°129
Cuba si !